



Versailles, Davos

Macron déroule le tapis rouge aux multinationales, *et pendant ce temps...*

Révolte des personnels pénitentiaires contre le gouvernement

Pages 2 et 4

L'actualité
internationale

ALLEMAGNE

Le congrès du SPD
ne résout pas la crise p. 10



GRANDE-BRETAGNE

La faillite de Carillion p. 11



ÉTAT ESPAGNOL

La question catalane et la lutte des classes p. 11



Des étudiants et des personnels de l'université de Toulouse.

Les pieds dans le tapis rouge

Yan Legoff

« Choose France! » (« Choisissez la France ! ») clame Macron, cherchant avec empressement l'adoubement du capital financier. Le « Jupiter du Touquet », comme le surnomme une humoriste, déroule le tapis rouge aux dirigeants des multinationales. Il en a reçu 140 sous les ors du château de Versailles, le 22 janvier, pour leur vendre, en anglais de Wall Street, à huis clos, tous les profits qu'ils pourront tirer de la casse du Code du travail et des cadeaux fiscaux donnés par son gouvernement au patronat et aux plus riches. « Choose France! » Le même Macron annonce le même jour devant la Cour des comptes qu'une loi faisant exploser tous les systèmes de retraite sera finalisée « d'ici à l'été 2019 ». De fait, « les régimes spéciaux des cheminots ou des gaziers-électriciens vont disparaître » (commentaire du journal financier *Les Échos*), de même que celui des fonctionnaires territoriaux et des hospitaliers, ou le Code des pensions de fonctionnaires d'État... « Choose France! France is back! », va répéter Macron, en anglais toujours, le 24 janvier au forum des milliardaires et des puissants du monde entier qui se tient chaque année à Davos, en Suisse. Il s'y fera applaudir, c'est sûr. Mais il faut tout autre chose pour appliquer en français un tel programme de liquidation. Déjà, ça se complique sérieusement pour Macron. Le Medef tire profit de cette politique et, pourtant, il vient de claquer la porte des « négociations » en cours sur la formation professionnelle, estimant que le gouvernement, confronté à la fronde des régions, ne va pas assez loin dans la privatisation du système. Sans parler des négociations laborieuses sur l'assurance chômage, dont le gouvernement veut totalement changer la nature. La situation se tend partout, à la SNCF, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les lycées et les universités (face à la destruction prévue du bac, de l'instauration de la sélection)... Dans la fonction publique, CGT, FO et Solidaires viennent de quitter le « comité de suivi » du programme de réforme de l'État appelé « CAP 2022 » visant à abandonner ou privatiser des pans entiers de l'action publique et à pulvériser le statut des agents. Et puis, surtout, une explosion imprévisible peut survenir à n'importe quel moment, n'importe où et mettre à bas tous les plans prévus et mettre complètement à nu le gouvernement. Ce qui est en train de se passer chez les personnels de la pénitentiaire (lire page 4) en donne un avant-goût.

Sélection à l'université, destruction du bac : deux volets d'une même offensive

Jacques Buisson

En novembre dernier, le gouvernement a présenté la réforme de l'accès à l'université. Cette semaine sera rendu public le rapport Mathiot sur le projet de réforme du baccalauréat. Deux volets d'une même offensive.

La loi de la ministre de l'Enseignement supérieur change de fond en comble les conditions d'accès à l'université. Jusque-là, pour y entrer, il fallait le baccalauréat, premier grade universitaire et diplôme national de même valeur dans tout le pays. Désormais, chaque université, en fonction de ses objectifs, des capacités d'accueil qu'elle aura elle-même définies, fixerait ses propres critères, à partir desquels elle retiendrait (ou pas) telle ou telle candidature. Qu'on le veuille ou non, cette logique a un nom : c'est la sélection.

À partir du moment où l'accès à l'enseignement supérieur dépend de critères, d'« attendus » différents d'une université à l'autre, alors le bac comme diplôme national n'a plus de raison d'être : il disparaît. Ce qui compte désormais c'est le parcours, le profil de l'élève, et donc la réputation du lycée où il aura suivi ses études secondaires.

La réforme du baccalauréat voulue par le gouvernement supprime une part considérable des épreuves disciplinaires que les élèves de terminale passaient à la fin de leur scolarité au lycée, et qui étaient les mêmes sur tout le territoire national.

LA CONTRE-RÉVOLUTION VOULUE PAR MACRON

Elle les remplace notamment par le dossier de chaque élève, une fiche « Avenir » qui comprend entre autres les appréciations des professeurs et l'avis du chef d'établissement.

Une fiche qui n'aura, on s'en doute, pas la même valeur selon le lycée.

Le secrétaire général du syndicat Unsa des chefs d'établissement résume : « Le vrai bac, cette année, s'appelle la fiche "Avenir". »

On le voit : il n'y a pas d'un côté une réforme de l'université et de l'autre celle du baccalauréat et du lycée.

Il y a une seule et même attaque pour mettre l'université et l'école à l'heure de la contre-révolution voulue par Macron.

Et donc, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'action commune regroupant les personnels du supérieur, du second degré, aux côtés des étudiants, des lycéens.

C'est l'enjeu de la mobilisation du 1^{er} février appelée par les fédérations CGT, FO, FSU, SUD avec l'Unef et plusieurs syndicats de lycéens, et, tout de suite, appuyé sur cet appel, les assemblées générales dans les facs, les lycées...

COMMUNIQUÉ COMMUN FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGL, SOLIDAIRES ÉTUDIANT-ES, SUD ÉDUCATION, UNEF, UNL, UNL-SD

Du Plan étudiants à la plateforme Parcoursup : l'instauration de la sélection !

Le 1^{er} février, agissons pour une université ouverte

Ce mois de janvier est celui de la mise en place dans les universités et les lycées de la plateforme « Parcoursup », et ceci alors que la réforme n'a pas encore été votée par les sénateur-trices et n'est donc pas adoptée !

Les attendus nationaux, déclinés en attendus locaux sont rédigés dans la précipitation et sans consultation réelle des enseignant-es concernés, ni des instances des universités. Ceux-ci vont pourtant être déterminants pour l'accès des bachelier-es aux formations post-bac et pour les réorientations des étudiant-es en cours de licence. Dans de nombreux cas, ils vont bloquer l'accès des jeunes aux filières de leur choix, leur imposer des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi décourager les candidatures, en particulier des élèves les plus en difficulté. Dans de nombreux cas, la mise en place de capacités d'accueil, la croissance du nombre de bacheliers et la multiplication des vœux (non hiérarchisés) vont transformer la quasi-totalité des filières ouvertes en filières sélectives.

La procédure d'émission des vœux et d'affectation semble aujourd'hui extrêmement complexe, voire irréalisable (...). Nous craignons que de nombreux bachelier-es restent sans affectation jusqu'à la dernière phase, celle où le recteur leur fera une proposition d'affectation dans une filière dans laquelle il reste des places vacantes mais en dehors de leurs dix vœux. Proposition à laquelle il faudra répondre sous 24 heures !

Rapidement, la mission Mathiot, sur la réforme du baccalauréat et de l'enseignement au lycée, va rendre son rapport (...). Celle-ci risque d'entériner la fin du baccalauréat comme diplôme national et 1^{er} grade universitaire, la réduction du nombre d'épreuves terminales et des horaires disciplinaires (...). Nos organisations alertent les personnels, les jeunes et les familles sur la nécessité de réagir rapidement aux premières annonces ministérielles si elles confirment bien ces craintes.

Depuis l'annonce du Plan étudiants par le ministère, notre interfédérale a fait part de son opposition à la réforme, **toutes les craintes exprimées depuis cette annonce se révèlent fondées**. Cette réforme instaure de fait une sélection pour l'accès à l'université d'une partie des jeunes et à terme pour toutes et tous.

Pour la stopper, empêcher l'instauration de la sélection, conserver un baccalauréat garantissant l'accès de toutes et tous les bachelier-es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix, empêcher une réforme du bac et du lycée qui soit un outil au service de la mise en place de cette sélection, il faut nous mobiliser.

C'est pourquoi nos organisations réaffirment :

- La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1^{er} grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bacheliers sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1^{er} cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- L'abandon du projet de loi sur le 1^{er} cycle post bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur.

Sur cette base, elles appellent les lycéen-nes, les étudiant-es, les personnels des universités et des lycées à se mobiliser le jeudi 1^{er} février 2018, à se réunir, dès maintenant, en assemblée générale pour débattre des réformes, à se mobiliser sous toutes les formes décidées collectivement, y compris par la grève le 1^{er} février, dans les universités et les lycées pour alerter sur les dangers des réformes en cours.

Une nouvelle interfédérale se tiendra le 1^{er} février au soir pour proposer des suites à cette journée de mobilisation.

En quoi consiste le nouveau système Parcoursup ?

Le témoignage d'un maître de conférence d'une université parisienne

Depuis des années, les enseignants et enseignants-chercheurs sont confrontés à une double difficulté : le constat unanime que le niveau général des étudiants se dégrade du fait de tous les tripatouillages et suppressions d'heures qui ont eu lieu dans les programmes des lycées et également la question de la limitation des capacités d'accueil des universités. Pour ne citer qu'un exemple illustrant ce dernier problème, mon université est dimensionnée pour accueillir 8 000 étudiants et elle en accueille près de 12 000. On pousse les murs ! C'est d'ailleurs à cause de cette sous-dotations honteuses qu'on a dû avoir recours au tirage au sort dans certaines filières, ce qui est agité comme un chiffon rouge par le ministère.

LA FIN DE L'ÉGALITÉ

Qu'est-ce que nous demande ce nouveau système Parcoursup ? De publier des attendus, de recevoir les dossiers et de faire un classement. Un classement total. C'est-à-dire qu'en fonction des attendus, il va falloir décider quel est le lycéen n° 1 que l'on désire accueillir dans sa licence, quel est le n° 2, quel est le 544^e, le 545^e, etc. Tout cela à la va-vite et suivant des procédures décidées non pas au niveau national ni même pour chaque discipline, ni au niveau des établissements, mais pour chacune des licences de chacune des universités. Et bien sûr ces procédures ne seront pas publiques ! C'est la fin de l'égalité sur tout le territoire, avec pour corollaire de renforcer la concurrence des universités entre elles.

Alors comment cela va-t-il se faire concrètement ? A priori, n'importe comment. Dans une réunion avec le président de mon université, il nous a dit sous forme d'une boutade extrêmement cynique : « Si vous ne voulez pas des attendus, vous pouvez tout aussi bien classer les dossiers en les jetant du haut d'un escalier ! »

TRI PAR EXCEL

Pour faire ce classement, nous disposerons des relevés de notes et aussi des avis motivés des conseils de classe dont on sait la débâcle.

L'explosion du bac et du lycée

Benoît Gould

Il y a deux semaines, France Info titrait : « Fin des séries S, ES et L, grand oral, rattrapages supprimés : à quoi pourrait ressembler le bac nouvelle version ? », ajoutant que « le baccalauréat est mort » et surenchérissant avec : « Big bang en vue au lycée ! » S'appuyant sur les conclusions imminentes d'un rapport de l'universitaire Pierre Mathiot, le gouvernement devrait rapidement détruire toute la structure du lycée et du baccalauréat.

Par la mise en place de Parcoursup, les bacheliers 2018 pourraient subir les conséquences de ce nouveau bac, qui jusqu'à aujourd'hui en tant que premier grade universitaire donnait droit à une inscription dans une filière universitaire de son choix.

Jusqu'à présent, c'était le système d'admission post bac, dit APB, qui permettait à tout bachelier d'être affecté dans la filière de son choix.

Aujourd'hui, alors qu'aucun texte réglementaire n'a encore été communiqué, les enseignants de post bac sont contraints par leur direction de définir des référentiels d'accès aux filières dans lesquelles ils enseignent,



Édouard Philippe, le Premier ministre, et Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur.

de travail qu'ils représentent pour nos collègues du secondaire, avec les fameuses « fiches Avenir ». Croyez-vous que nous aurons le temps de lire ces avis ? Pour ma licence, on reçoit environ 1 000 dossiers... On se souvient de la recommandation de la CNIL reprochant au système admission post bac (APB) son manque d'humanité. Ce qui va se passer demain en pratique, c'est que les secrétariats vont mettre les notes des lycéens dans un tableau Excel et qu'ils vont trier comme ça ; vous parlez d'humain ? Et tout ceci aura lieu avant le bac, qui ne devient de facto plus qu'une formalité administrative, un chiffon de papier.

REMISE EN CAUSE DE LA LICENCE

L'autre aspect de Parcoursup, c'est qu'il prévoit en théorie la mise en place de parcours de remédiation.

Avec les avis oui-si que nous pourrions émettre, nous risquons de faire croire aux étudiants qui suivraient ces remédiations – à supposer que nous ayons les moyens de les mettre en place – que le diplôme de licence sera acquis.

En réalité, si nous disposions des heures et des enseignants embauchés sous statut qui nous manquent nous pourrions faire réussir le plus grand nombre sans remettre en cause le diplôme.

Avec les parcours de remédiation, il s'agit ni plus ni moins que de préparer l'individualisation de la licence.

Quelle valeur aura le diplôme quand on connaît la volonté du ministère de passer à une licence « par crédits » ?

C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève avec mes collègues le 1^{er} février !

référentiels qui serviront de base de sélection pour l'entrée dans lesdites filières. Et ce sont les enseignants de classe de terminale qui devraient faire les censeurs des affectations de leurs élèves dans le supérieur.

Déjà, au premier trimestre, des conseils de classe ont duré plus de quatre heures. Déjà, dans de nombreux établissements, les élèves de terminale se voient dans l'obligation de réviser tous leurs vœux.

Ce sont des dizaines de millions de vœux qui devront être passés au crible de ces référentiels, alourdissant considérablement les conseils de classe, complexifiant gravement les affectations, créant la sélection pour toutes les filières, remettant en cause le droit à tout bachelier d'accéder à l'université.

En terminale, seules la philosophie, l'histoire-géographie, l'EPS et la langue vivante 1 (LV1) feraient partie du tronc commun.

Mais le gouvernement a décidé d'aller beaucoup plus loin, en s'attaquant à l'organisation et à l'ossature du lycée.

Les filières S, ES et L disparaîtraient. En terminale, seules la philosophie, l'histoire-géographie, l'EPS et la langue vivante 1 (LV1)

feraient partie du tronc commun. Les élèves de terminale devraient en complément choisir un duo de disciplines, dit « majeur ». La LV2 disparaît, les mathématiques ne seraient plus obligatoires dans tous les enseignements scientifiques...

Il ne resterait que quatre épreuves pour le bac, dont une épreuve dite « grand oral » qui ne durerait que trente minutes et qui testerait « la capacité du candidat à présenter un projet interdisciplinaire ». Deux des épreuves, fondées sur le duo dit majeur, se dérouleraient au printemps. On est loin des épreuves écrites anonymes disciplinaires de plusieurs heures et organisées en fin d'année. Les autres matières seraient alors évaluées en contrôle continu.

Ce serait la fin du bac comme diplôme national !

Contre ce « big bang », les fédérations FNEC FP-FO, CGT, FSU, SUD, avec l'Unef, l'UNL demandent l'abandon du « Plan étudiants » et de Parcoursup, le maintien du bac comme premier grade universitaire et comme diplôme national et appellent à se réunir dès maintenant en assemblée générale pour débattre des réformes, à se mobiliser sous toutes les formes décidées collectivement, y compris par la grève le 1^{er} février.

ÉDITORIAL

Modèle allemand, non merci

Dominique Canut,
membre du bureau national du POI

D'après le très sérieux Observatoire français des conjonctures économiques, cette année, 5 % des Français les plus modestes devraient voir leur niveau de vie reculer de 0,6 % en moyenne, soit moins 60 euros par ménage, tandis que 5 % les plus aisés verront le leur augmenter de 1,6 %, soit plus 1 730 euros par ménage (grâce à la suppression de l'impôt sur la fortune, le prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital). Ces 5 % les plus aisés capteront à eux seuls 42 % des gains liés à la mise en œuvre de la politique d'Emmanuel Macron. Murielle Pénicaud, ministre du Travail, va bénéficier de cette somme !

Comme en Allemagne, Emmanuel Macron veut transformer les chômeurs français en travailleurs pauvres.

L'Allemagne connaît plus de 250 milliards d'euros d'excédent commercial par an, plus un excédent budgétaire entre 35 et 45 milliards d'euros. Mais à quel prix ! Des services publics délabrés, 4 routes sur 10 doivent être totalement refaites et 1 pont sur 2 doit être reconstruit.

À Berlin, appelée « capitale des travailleurs pauvres », ce sont 93 % des salariés qui occupent des emplois en freelance. Et la conséquence maintenant visible, au-delà des salaires de misère, de ces contrats en freelance, ce sont des retraites à 350 euros par mois !

En Allemagne, à peine 60 % des travailleurs ont un emploi considéré comme normal, le reste occupe des emplois dits « atypiques » ou précaires. 13 % sont des temps partiels de moins de vingt heures hebdomadaires ! 1 travailleur sur 5 est payé à l'heure. Le taux de pauvreté en Allemagne atteint aujourd'hui 17 %, en France il est de 14 %.

Le voilà, le fameux modèle allemand dont les médias spécialistes des questions économiques nous rebattent les oreilles ! Non merci !

Pour la mise en œuvre de cette politique qui prétend liquider tous les acquis sociaux obtenus par la lutte, Macron cherche à intégrer les organisations syndicales à ses objectifs. Mais pour maintenir l'indépendance de leurs organisations ainsi menacées de destruction par l'intégration, de très nombreux militants syndicaux se mobilisent.

La politique migratoire menée par Macron est la pire que la France ait connue depuis fort longtemps et certains n'hésitent pas à dire que c'est la pire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le très conservateur *Washington Post* confirme que malgré l'image humaniste et progressiste dont il aime se parer, Emmanuel Macron mène une politique migratoire d'une dureté sans précédent, digne du Front national, à l'encontre des migrants. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est cette circulaire du 12 décembre qui autorise les contrôles d'identité dans les centres d'hébergement d'urgence. Bafouant ainsi le principe historique de l'accueil inconditionnel ! Ce qui a conduit de nombreuses personnalités médicales à s'émouvoir publiquement de la situation que fait subir Emmanuel Macron aux migrants. Deux d'entre elles, des médecins, lui ont d'ailleurs rendu leur décoration de la Légion d'honneur.

La politique de généralisation de paupérisation ainsi que la maltraitance des migrants, ne serait-ce que sur ces deux plans, montre le fil conducteur d'un véritable changement de société où toutes les valeurs qui traditionnellement étaient portées très majoritairement en France sont attaquées. Ce sont les fondements de notre société qui sont remis en cause.

Résister, oui, résister pour bloquer les contre-réformes et battre ce gouvernement, c'est l'objet de l'appel, que je partage, du Comité national de résistance et de reconquête. Il lance une large invitation en juin prochain rassemblant des milliers de militants ouvriers et d'étus.